

UN HISTORIEN ORPHELIN DE SA PATRIE

ou

Comment une génération devient hérétique

Que l'histoire soit inséparable de l'historien, on l'a tant répété que plus personne n'en doute. A-t-on assez réfléchi aux corollaires et, entre autres, à la solidarité qui, bon gré mal gré, se forge entre l'historien et ceux de sa génération ? L'enseignement que nous propageons n'est pas le produit d'un artisan isolé; il charrie les inquiétudes et les espoirs issus d'une commune expérience.

On ne choisit pas ses contemporains et, dans la traversée au long cours qu'est la vie, nous voilà embarqués tous ensemble, pour le meilleur comme pour le pire. Pareille mise en condition m'apparaît plus contraignante que celles du milieu d'origine, - famille, classe sociale, ville natale, - et surtout que les prêts-à-porter idéologiques, qu'ils soient ceux d'une Eglise ou d'une Ecole.

Nous saurons tous pour toi mourir !

Nous qui sommes nés entre les deux guerres mondiales, nous restons marqués par les années 1939-1945 et il faut convenir qu'en regard de ces Evénements (comme on disait par litote sous l'Occupation, afin de conjurer l'effroi de la catastrophe), directives politiques ou programmes scolaires n'ont jamais pesé lourd.

Et pourtant ce ne sont pas les convictions qui leur faisaient défaut, à nos maîtres, issus tout droit du XIXe siècle ! Ils inculquaient la vertu par excellence, un patriotisme allant jusqu'au sacrifice suprême. Dans le préau de l'école communale, ils nous faisaient chanter, au garde-à-vous :

*"Et, s'il le faut, nous, l'Avenir,
Nous la jeunesse des écoles,
Nous le jurons - sainte parole ! -
Nous saurons tous, pour Toi (Léopold III) mourir" (bis).*

Au sortir de l'école, quelques générations d'adolescents ont découvert un monde moins idéal. L'Europe se réveillait alors en plein cauchemar. Aucun de mes souvenirs ne se raccroche à l'euphorie des années folles; beaucoup au chômage des années trente. En passant devant les cafés du Pont de Seraing où l'accordéon fêtait les victoires ouvrières de l'été 1936, l'idée ne me serait pas venue de m'attarder tant

j'avais hâte de rentrer chez moi pour y dévorer les journaux relatant les combats en Espagne. La montée des périls devenait lancinante et le matin du 10 mai 1940, avec son ciel bleu vibrant d'escadrilles, ne fut pas une surprise. La stupeur ne survint que le surlendemain, quand une radio affolée eut jeté sur les routes des centaines de milliers de civils, de ploucs en débandade, de recrues de 16 à 35 ans voués aux fantomatiques CRAB, les Centres de Recrutement de l'Armée belge.

On a feint d'oublier la honte ressentie par les jeunes lors de cette féroce "leçon de choses". De notre côté : la débâcle militaire, l'effondrement des "autorités" civiles, la veulerie et la décrépitude. Chez l'adversaire : une allégresse juvénile, la vigueur et l'efficacité. Il fallut des mois pour se ressaisir. Le national-socialisme découvrit lui-même son vrai visage tandis que la radio de Londres persuadait, soir après soir, que la démocratie et la victoire étaient dans le même camp.

L'année 1945 nous fit savourer la fin de la guerre. C'étaient les soldats alliés, dont nous portions l'uniforme, qui avaient abattu une dictature étrangère. C'étaient les civils belges, se gargarisant d'un civisme flambant neuf, qui déjà étaient en train de gâcher la paix. A vrai dire, on mit plusieurs années à perdre ses illusions. Aucun dirigeant n'eut le courage d'emprunter la voie étroite d'une reconstruction de fond en comble; aucun politique ne clama les exigences de la survie dans un monde bouleversé, puisque les puissances d'hier y faisaient figure de nains. Des trésors d'énergie furent gaspillés à se déchirer en pure perte : question royale, répression, règlements de comptes, dosages linguistiques, conflits scolaires... La guerre nous avait immunisé contre le totalitarisme et le bourrage de crâne nationaliste; elle n'avait pas insufflé la haine, tout juste une lasse aversion à l'égard des politiciens insubmersibles : incapables avant 1940, fanfarons durant le conflit, inconscients après 1945.

Un refuge illusoire

Comment ai-je pu m'installer dans l'attitude d'un émigré réfugié à l'intérieur ? Une certaine sociologie montre l'abîme qui sépare la divagation politique du vécu quotidien. Il est facile, en Belgique, de cultiver les différences, de prendre ses distances. L'histoire liégeoise, de son côté, enseigne le relativisme. Après tout, le règne des fantoches d'Ancien Régime a été propice à l'éclosion des libertés !

Par ailleurs, le "grand bond en avant" du standard de vie durant les Trente Glorieuses (1945-1974) accréditait l'illusion que le progrès était continu et inscrit dans la nature des choses. Les démocraties n'étaient-elles pas le moindre mal, puisqu'elles pouvaient subsister en s'offrant le luxe de fonctionnaires progressant (?) à l'ancienneté et d'états-majors de partis recrutés à la suite d'une sélection à rebours ?

En somme, une déception sous le masque du scepticisme souriant. L'ancien Belge, en chacun de nous, était mort sans phrase, étouffé par la nausée. Sûrement pas au cours d'un combat à visage découvert. Car, si les luttes n'ont pas manqué, il était devenu banal d'en dissimuler l'issue par un tissu de mensonges. Quelques épisodes, divers par le retentissement, sont autant de signes qui balisent une même pente :

- été 1960, "l'indépendance" du Congo, une façade qui cache mal un bain de sang chez les Noirs, la fuite des Blancs, l'abandon d'une des rares dimensions internationales de notre vie publique;
- hiver 1960-1961, échec de la grève. Pourtant les leaders ouvriers se cramponnent à la rhétorique des réformatrices de superstructures, en sachant bien que, sans investissement donc sans reconversion, la Wallonie est condamnée à la désindustrialisation. Quel élan désormais donner au progrès social dans un pays de bureaucrates âgés ? Et l'Histoire a-t-elle encore un sens pour une population vouée à stagner puisque les jeunes y sont en minorité ?
- 1958-1984 (et suivantes ?). Avec le style Expo, se propage un vent de mégalomanie. L'efficacité d'une infrastructure se mesure en kilomètre d'autoroutes ; le prestige de la fonction publique au nombre d'étages de ses tours administratives; le social devient affaire d'hôpitaux-mammouths; le niveau scolaire dépend du cubage des classes neuves... Le bluff inhérent à pareil vertige des grandeurs est flagrant dans notre province. Voyez ce qui reste du centre à Liège, à Huy et à Verviers ! Le patrimoine architectural y a été livré en pâture à l'"urbanisme" des promoteurs immobiliers. Les quartiers populaires ont été "curetés" pour faciliter l'accès aux "appartements de haut standing". L'historien, quant à lui, a perdu un témoin irremplaçable, le paysage urbain où chaque génération avait imprimé sa marque;
- été 1968 : le petit livre rouge dans les écoles et une contestation bien tempérée dans les universités qui digéraient mal la croissance des deux décennies antérieures. Derrière l'écran de fumée des manifestes et des slogans flamboyants, la montagne accouche d'une souris. Le droit à l'information, en faveur des étudiants, se réduit à l'aumône de quelques sièges dans des assemblées bavardes.

Qu'a-t-on fait pour propager sans délai l'actualité scientifique ? Supprimé les abonnements aux revues, fermé les salles de lecture, renoncé aux visites de savants étrangers.

Pour rendre la pédagogie plus active ? Privilégié les cours *ex cathedra* devant les grands auditoires anonymes, au détriment des séminaires et des enseignements de troisième cycle;

- 1960, 1961, 1958-1984, 1968 : une cascade d'échecs inavouables donc camouflés. Ne dramatisons pas. Ces opérations furent pratiquées sous anesthésie. Telle était la prospérité des Trente Glorieuses qu'il n'y eut de révolte qu'en paroles. Le rituel des *manifs* continuait à donner bonne conscience.

La crise comme réquisitoire

A partir de 1974, les certitudes basculent. La crise rend soupçonneux puis critique. La prospérité matérielle n'a-t-elle pas été obtenue au prix d'une confusion des valeurs, par habitude du compromis ? N'en

retenons qu'un aspect, ce parasitisme réciproque, selon lequel le particulier voit dans l'Etat son premier pourvoyeur de subsides ou de monopoles tandis que le Pouvoir n'apprécie dans le citoyen que le contribuable. A présent, le fisc et un système de cotisations obligatoires redistribuent environ la moitié du produit national. Plus concrètement, chaque lecteur calculera le total des journées qu'il travaille pour payer ses impôts. Mais contrairement aux serfs "taillables et corvéables à merci" ou aux sujets des princes absolus qui, à l'occasion, s'étaient soulevés contre des "exactions" quatre fois moindres, le citoyen de 1984 accepte son sort.

Les services publics seraient-ils devenus plus performants ? Ce n'est pas l'endroit ici de s'interroger sur une armée garante de notre indépendance nationale, sur une justice et une police garantes de la sécurité mais fermant les yeux sur la violence quotidienne et les maladies de civilisation. Dans un domaine qui nous tient davantage à coeur, à savoir l'éducation, celle des enfants et des adolescents, qu'est-il advenu depuis vingt ans du capital de confiance et de rigueur accumulé en cent cinquante ans par des générations de maîtres ? Les souvenirs des "anciens" des années '70 et les confidences de jeunes professeurs qui tiennent encore le coup, commencent à faire surface et d'ores et déjà, un contraste éclate. En dépit de ses travers et de ses lacunes, l'enseignement à la mode de la IIIe République imposait le respect dû aux causes généreuses. L'actuel inspire sarcasmes ou amertume et, s'il suscite encore d'incroyables dévouements, c'est parce qu'il y subsiste des sanctuaires, - une bonne classe, une ou l'autre activité parascolaire, une petite équipe de collègues, - où l'on échappe à la morosité ambiante.

Le désarroi des autorités, jadis manifeste au moment des catastrophes et des affrontements (1940, 1960), est devenu aussi permanent que la crise. Chez les jeunes, "espoir" et "projet" sont des mots vides de sens. Mieux vaut apprendre à s'en passer.

Il n'y a plus d'orientation concevable là où les contradictions éclatent à tous les niveaux. Jamais la société n'a été aussi affranchie, aussi permissive; jamais l'Exécutif n'a été aussi opaque et l'Administration aussi envahissante. Nos institutions changent mais aucune communauté ainsi mise en place n'invente de nouvelles dimensions à la démocratie. Des jeunes militants, des "cadres" voire des fonctionnaires qui, pris individuellement, débordent d'initiatives et de mordant, deviennent en quelques mois otages de leur parti, d'un lobby, d'un département. Tout se passe comme si la grande entreprise, le corps constitué et, bien sûr, l'Etat, fonctionnaient comme des appareils à perpétuer le conformisme de groupe et à engluer le talent.

En tous cas, servir l'Etat est devenu un leurre et il faut prendre au pied de la lettre la boutade, entendue dans le réfectoire d'un ministère, en point final d'un déballage de turpitudes : "La corruption et l'ignorance des chefs sont les seules garanties de l'indépendance de leurs subordonnés."

"Hérésie, du grec *hairesis* = choix"

Si l'Histoire est inséparable de l'historien, le patriotisme s'incarne dans un pays. Or dans le nôtre, nos concitoyens sont régis par des rouages anonymes : le percepteur d'impôts confisque les produits de leur travail, les subsides officiels téléguident la Culture, l'instruction des enfants est rationnée à coups de circulaires ministérielles. Si l'on n'est pas de la nouvelle caste dirigeante, on végète dans la plèbe des corvéables, sans autre alternative que de se tenir coi ou de tricher. Est-ce une consolation que 1984 s'achève sans que Big Brother ait accaparé les écrans ? Il n'est pas besoin d'un tyran pour soulever le dégoût. Jadis, l'expression consacrée pour désigner l'Etat était "monstre froid"; dans le jargon des intellos-in on dit le "zombie décérébré". Un tel Etat est devenu l'ennemi de tous.

Comme historiens, notre responsabilité est lourde. Nous "faisons comme si" on pouvait encore inspirer le civisme dans un pays qui est davantage hanté par ses scandales quotidiens que par ses gloires historiques. Combien de fois n'avons-nous pas présenté l'unification comme inscrite dans le sens de l'histoire ? La centralisation comme un progrès ? L'absolutisme des monarques de droit divin ou des despotes éclairés comme un modèle de grandeur ? Le patriotisme national comme une passion si noble qu'elle justifiait la guerre ? Ce n'est pourtant pas d'aujourd'hui que date le glissement du service public vers le paternalisme insidieux de l'Etat-Providence.

Trop peu d'historiens expliquent comment la bureaucratie moderne a proliféré par nécessité de lever l'impôt afin de préparer, faire ou payer la guerre. Que l'Etat privilégie tous les conformismes. Qu'il est l'arme absolue des dictatures dans leur combat contre les libertés. La "raison d'Etat" et mille complaisances à l'égard des détenteurs du pouvoir trafangent encore à chaque page des manuels en Europe occidentale. Elles se propagent, hélas, dans les cours d'histoire en Amérique latine et en Afrique.

Le romantisme révolutionnaire n'est pas plus lucide que la cynique *Realpolitik*. Ce n'est pas un progrès que de substituer un préjugé à un autre. Les professeurs d'histoire ont cru trop vite qu'il suffisait de changer d'éclairage pour découvrir la vérité.

Le manichéisme et l'intolérance ne s'en portent pas plus mal, tant est forte la tentation de désigner un bouc émissaire, de bousiller les nuances, de supprimer des dimensions. Celles-ci, l'Histoire les accepte toutes. En quoi, mieux que la sociologie, que l'économie, que la psychologie, elle est garante d'une approche plurielle. Professeur incorrigible, je persiste à croire qu'un cours d'histoire procure le meilleur observatoire des rapports de force qui président aux destins des individus, des communautés élémentaires, des Etats.

Autant je me reproche d'avoir trop sacrifié au faux-dieu qu'est un Etat qui se drape dans les oripeaux des anciennes patries et dont la trinité (ministères, administrations provinciales et communales) n'accomplit d'autre miracle que de tout rater, autant je me réjouis de voir

monter une génération hérétique. Elle n'est plus dupe; elle déboulonne les vieilles idoles et refuse l'autorité exercée sans partage.

Etre hérétique c'est choisir, donc s'y prendre autrement. D'abord déborder l'obstacle qu'oppose, de par son inertie, le zombie étatique. Par la base : les comités de quartier, autrement chaleureux et réalistes que les fonctionnaires devenus inaccessibles dans nos "entités" fusionnées. Par le sommet : une Europe, à la fois chantier, jungle et utopie, et, par là même, ferment de renouveau.

Ici et maintenant, sans attendre que le vent se lève, "il faut tenter de vivre", comme d'autres générations l'ont essayé avant nous, tant bien que mal, dans l'oppression ou l'épanouissement. La nouvelle vague s'y attaque déjà. Sur les murs, de modestes affiches d'un mouvement anti-raciste proclament : "Oser vivre ensemble !"

Après tout, l'histoire a aussi pour tâche d'aider à comprendre ce que cela implique "vivre ensemble".

*Ce livre de Plio
Bruxelles, 1984, p. 52-68*

Etienne HELIN,
Professeur à l'Université de Liège.

NOTES

Le témoignage ci-dessus est subjectif et ne s'en défend pas. D'autres, mieux informés, plus nuancés, viennent recouper quelques-uns de nos constats. On les trouve par dizaines aussi bien dans les faits divers des quotidiens que dans les plus spécialisées des rubriques pédagogiques, sans oublier les brûlots, déjà anciens mais guère dépassés, de Victor Bohet et de Marion Coulon.

A propos de l'enseignement de l'histoire nationale, on aurait dû citer les articles de MM. Léon-E. Halkin, E. Lousse, J. Weisgerber... Force est de se limiter à quelques repères des dernières années. Le point de vue d'un historien : Jacques Le Goff, *Totalité et distance. Spirituel et politique dans la réflexion de Mounier*, dans *Esprit*, n° spécial : *Des années 30 aux années 80*, pp. 5-21, Paris, Le Seuil, janvier 1983. Le paradoxe d'un sociologue : Robert Nisbet, *The New Science of Despotism*, dans *Twilight of Authority*, London, Heinemann, 1975.

Paul Girardet, *Du concept de génération à la notion de contemporanéité*, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 30, pp. 257-270, Paris, 1983. Inutile de souligner que nous sommes aux antipodes de la réflexion, dense et nourrie d'un idéal élevé, qu'exprime M. André Molitor, *Servir l'Etat. Trois expériences*, Louvain, Université catholique de Louvain, 1983; (compte rendu par Béatrice Haubert, dans *La Revue nouvelle*, t. 78, n° 10, pp. 349-352, Bruxelles, octobre 1983). M. Molitor, *Les non-politiques de l'enseignement universitaire*, *ibidem*, n° 11, p. 373-376, novembre 1983. - Anne Philippine d'Elle, *Impressions pas très scolaires*, *ibidem*, n° 7-8, pp. 27-40, août 1983, décrit une situation encore idyllique, en comparaison de Maurice Lemoine, *Babel collège*, Paris. Autrement, 1983. Il ne va pas de soi que les maisons de la culture prennent le relai de l'école : Gérard Montassier, *Le fait culturel*, Paris, Fayard, 1980.